

17 mars 2019

Lu pour vous

franceinfo:

"Gilets jaunes" : "On a 12 compagnies de CRS qui ont été cantonnées et cloisonnées pour sanctuariser l'Elysée et on a laissé les débordements se faire", selon l'UNSA Police

Par franceinfo – Radio France

Mis à jour le 16/03/2019 | 18:27 – publié le 16/03/2019 | 18:27

Le secrétaire national CRS à l'UNSA Police se dit "scandalisé" de voir "qu'on ne fait plus du tout travailler des gens formés pour procéder à des interpellations".

Alors que la journée de mobilisation des "gilets jaunes" a été émaillée samedi 16 mars de violences et de pillages à Paris notamment, le Premier ministre Edouard Philippe, accompagné du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur Laurent Nunez, s'est rendu devant le commissariat du 8^e arrondissement de Paris pour rencontrer les forces de l'ordre et les pompiers afin de les remercier. "Venir saluer les forces de l'ordre c'est toujours important. Il va saluer des fonctionnaires de police qui n'ont absolument pas été engagés sur le dispositif", a réagi sur franceinfo David Michaux, secrétaire national CRS à l'UNSA Police. "On a 12 compagnies de CRS qui ont été cantonnées et cloisonnées pour sanctuariser l'Elysée et on a laissé les débordements se faire", a-t-il dénoncé.

C'est quand même énorme d'avoir environ 1 000 fonctionnaires de police spécialisés dans le maintien de l'ordre cantonnés, comme on a pu le connaître dans tous les événements qui ont précédé décembre.

David Michaux, secrétaire national CRS à l'UNSA Police à franceinfo

Il y a eu, selon lui, de mauvaises priorités dans la gestion des forces de l'ordre et de la sécurité à Paris. "C'est flagrant, à partir du moment où on n'anticipe pas un dispositif qui était annoncé à risques avec aucun contrôle en amont, avec des dispositifs qui auraient pu être maîtrisés", a expliqué David Michaux.

Le secrétaire national CRS à l'UNSA Police a estimé par ailleurs que l'on "aurait dû procéder à un dispositif très particulier et non pas cantonner des gens qui sont spécialisés dans le maintien de l'ordre à des missions de garde statique. Je suis scandalisé de voir qu'on ne fait plus du tout travailler des gens formés pour procéder à des interpellations et qu'on leur donne ce type de travail à faire", a-t-il lancé.

Le bureau national.